

Pour les personnes morales :

Nombre d'associés – exploitants pour les formes sociétaires : |_|_|

Civilité Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 4 ans	Bénéficiaire DJA		Non bénéficiaire DJA		Si installé depuis moins de 4 ans sans DJA	Si en cours d'installation
						Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise	Titulaire CPA ou en cours de processus CPA	Plan d'entreprise (PE)		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

Pour les groupements d'agriculteurs :

➤ CUMA, GIEE, groupe de projet mesure 16, groupements d'agriculteurs (toute structure collective)

■ Nombre d'exploitants agricoles du groupement qui participent à l'investissement : |_|_|_|

■ Liste de la totalité des personnes physiques ou morales (en qualité d'adhérents, d'associés, etc.) membres du groupement :
Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous le nombre d'adhérents est supérieur à 15.

N°	Nom et prénom ou dénomination de la société	Code postal	Nom commune	N° SIRET (ou PACAGE)	Remplit la condition d'âge (*)	Statut d'agriculteur (personne morale ou physique) (**)	Participant au projet
1					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
2					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
3					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
4					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
5					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
6					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
7					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
8					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
9					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
10					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
11					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
12					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
13					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
14					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
15					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui

(*) : Il n'est pas nécessaire de compléter cette information pour toutes les personnes composant le groupement (une seule personne remplissant la condition d'âge suffit : joindre le document probant).

(**) : Il n'est pas nécessaire de compléter cette information pour les GIEE et les groupes de projets M16.

D. SITUATION À L'ÉGARD DE LA RÉGLEMENTATION SUR LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

- Votre exploitation est : déclarée au titre de la réglementation ICPE
 enregistrée au titre de la réglementation ICPE
 autorisée au titre de la réglementation ICPE
 non soumise (RSD)

E. SITUATION DE VOTRE EXPLOITATION AU REGARD DES NORMES RÉGLEMENTAIRES

■ Le cas échéant, êtes-vous aux normes pour chacun de ces ateliers ?

- Veaux de boucherie oui non ⁽⁴⁾ sans objet
■ Porcs reproducteurs (truiés) oui non ⁽⁴⁾ sans objet
■ Poules pondeuses oui non ⁽⁴⁾ sans objet
■ Palmipèdes à foie gras oui non ⁽⁴⁾ sans objet

(4) : Si, au moment du dépôt de la demande, votre exploitation n'est pas aux normes au regard du bien-être des animaux, vous ne pouvez pas accéder à l'aide.

F. ATELIERS D'ÉLEVAGE CONCERNÉS PAR L'INVESTISSEMENT

	Effectif total de l'exploitation avant projet	Effectif total de l'exploitation après projet	Nombre d'animaux concernés par l'investissement
Vaches laitières			
Vaches allaitantes			
Génisses lait			
Génisses viande			
Taurillons ou bœufs			
Veaux de boucherie			
Brebis lait			
Brebis viande			
Chèvres			
Porcs naisseurs			
Porcs engraissement			
Poules pondeuses			
Volailles de chair			
Palmipèdes à foie gras			
Lapins			
Autres animaux, précisez : _____			

3. DESCRIPTION DU PROJET

A. LOCALISATION DU PROJET

Localisation du projet : Identique à la localisation du siège de l'exploitation
Sinon, préciser l'adresse : _____ Code postal : |_|_|_| |_|_|_| |_| Commune : _____
Zone à handicap naturel : défavorisée simple ou piémont montagne non

B. LIBELLE DU PROJET

L'intitulé doit être court et explicite

C. DESCRIPTIF DETAILLE DU PROJET

Nature et descriptif succinct du projet (présentation synthétique de l'opération, objectifs) : matériaux utilisés... et précisions concernant les autres constructions, les équipements intérieurs ... Vous pouvez joindre à votre demande tout autre élément de description que vous jugerez pertinent

D. CARACTERISTIQUES DU PROJET

Type de production concernée par le projet :
 bovin ovin caprin précisez la filière : lait viande mixte
 porcin volaille (y compris palmipèdes à foie gras) lapin cheval autre, précisez : _____
Si vous avez coché plusieurs cases, veuillez préciser la production principalement concernée par le projet : _____
▪ Le projet d'investissement s'inscrit-il dans le projet :
- d'un GIEE ? oui non
- d'un PROJET SOUTENU AU TITRE DE LA MESURE 16 du PDR ? oui non

E. DESCRIPTION DES TRAVAUX

▪ Etes-vous propriétaire du bâtiment / du terrain d'implantation bâtiment ?
 oui non (si non, veuillez joindre l'attestation complétée par le propriétaire, y compris lorsque le propriétaire est associé-exploitant)
Types de travaux :
 Construction neuve Extension d'un bâtiment existant Rénovation d'un bâtiment existant
Veuillez indiquer la surface construite et/ou rénovée : _____ m²

F. PROJET DE MISE AUX NORMES EFFLUENTS

Vous êtes éleveur en zone vulnérable et votre projet concerne la gestion des effluents d'élevage : vous devez fournir un DEXEL

**Les capacités réglementaires de stockage des effluents d'élevage liés aux effectifs existants (RSD ou ICPE) au moment du dépôt de la demande ne sont pas admissibles au financement (sauf cas des JA)
Votre exploitation doit détenir à l'issue du projet, les capacités exigibles en ZV.**

1) Votre exploitation est concernée par le zonage « Zone vulnérable 2012 », « Zone vulnérable 2015 » ou par le zonage « Zone vulnérable 2017 » (au moins un de vos bâtiments d'élevage est situé sur une ZV classée à partir du 1er janvier 2012)
Votre exploitation détiendra à l'issue du projet, les capacités exigibles en ZV oui non

2) Vous êtes JA en ZV (historique, 2012 ou 2015)
 • vos travaux de gestion des effluents sont inscrits dans votre Plan d'Entreprise oui non
 • vos travaux seront terminés dans les 24 mois suivant votre installation (date CJA) oui non

Vous devez identifier les devis relatifs aux ouvrages de stockage d'effluents (nomenclature issue du Dixel) et reporter dans le tableau ci-dessous, les « Capacités exclues du financement » et les « Capacités minimum à détenir à l'issue du projet ».

Dépenses relatives aux ouvrages de stockage liés à la gestion des effluents d'élevage en Zone Vulnérable (hors couverture des ouvrages) - *Se reporter au Dixel*

Nature de l'ouvrage	Nomenclature Pré-dixel ou Dixel	Capacité totale de l'ouvrage en projet <i>(à reporter sur le devis retenu)</i>	Montant du devis retenu	Capacités exclues du financement <i>(capacités exigibles au moment du dépôt du dossier sur effectifs avant projet)</i>	Capacités minimum à détenir à l'issue du projet <i>(forfaitaire ou capacité agronomique pour effectifs finaux)</i>
Ex: Fosse à lisier	Ex: FOS 1	Ex: 500m ³	Ex: 30000 €	Ex: 100m ³	Ex: 300m ³

G. CALENDRIER PREVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS

- Date prévisionnelle de début de projet* : _____ (mois, année)
- Date prévisionnelle de fin de projet* : _____ (mois, année)
*il s'agira ici, par exemple, de la date de début ou de fin des travaux ou des commandes de matériel

Rappel : les travaux devront être réalisés dans un délai maximal de 2 ans après le commencement du projet

4- INDICATEURS TRANSVERSAUX PCAE

■ Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 4 ans ?
 oui avec DJA oui sans DJA non

■ L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?
 oui non

■ L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?
 oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement
 oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement
 non

■ L'exploitation produit-elle sous SIQO (Si oui, indiquer production principale en SIQO)
 oui, label rouge
 oui, IGP
 oui, AOP
 oui, autre
 non, aucune production sous SIQO

■ L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou de niveau 3 (HVE) ?
 oui, niveau 2
 oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)
 non

■ L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?
 oui, en cours de contractualisation
 oui, exploitation engagée
 non

Si oui, quel est le code de cette MAEC (IT 2015-1070) Code : _____

■ Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste otex en annexe de la notice)

■ Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?
- SAU en ha : _____ ha

■ Situation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :
 soumise au RSD soumise déclaration ICPE

 soumise enregistrement ICPE soumise autorisation ICPE

■ Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement (Cf. liste otex en annexe de la notice) ?

■ Votre projet PCAE permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?
 oui
 non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ? 0.5 1 1.5 2 plus de 2

5. AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE

Vous devez renseigner au moins un des critères ci-après en décrivant son évolution avec la mise en œuvre de votre projet, ou en renseignant les indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix, avant-projet et après-projet.

Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INELIGIBLE.

Pour les CUMA, se reporter à l'annexe 2.

A. CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX

votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
1. la diminution des pollutions ponctuelles par la mise aux normes du siège de l'exploitation agricole	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
2. la diminution de la consommation en eau de l'exploitation	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
3. la diminution des apports de fertilisants chimiques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
4. la diminution de l'usage des produits phytosanitaires, engagement dans le programme ecophyto	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
5. la diminution des gaz à effet de serre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
6. la diminution de la consommation d'énergie	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
7. Certification AB, Certification HVE niveau 2 ou 3, charte Production Fruitière Intégrée	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
8. Adhésion à un GIEE	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
9. Amélioration de la gestion des effluents d'élevage	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
10. un autre critère environnemental (à préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

B. CRITÈRES ÉCONOMIQUES

votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
11. l'augmentation du ratio EBE/chiffre d'affaires	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
12. la diversification de la production (diminuant le risque financier pour l'exploitation)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
13. l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
14. l'amélioration des performances zootechniques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

15.	l'amélioration des conditions sanitaires de l'élevage et/ou du bien-être animal	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
16.	l'augmentation du chiffre d'affaires (à minima +10% entre avant et après projet)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
17.	l'augmentation de l'EBE (à minima +10% entre avant et après projet)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
18.	La baisse des coûts de production	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
19.	un autre critère économique (à préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

C. CRITÈRES SOCIAUX

votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :		
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.	
20.	projet ayant un impact sur l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
21.	projet lié à la participation à un projet collectif	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
22.	la création d'emploi (en dehors de l'exploitant)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
23.	autre cas de figure (à préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

Vous devez indiquer en quoi le projet permet « l'amélioration globale et la durabilité de son exploitation » en précisant sur quels critères votre projet a un impact en indiquant des données montrant un progrès significatif entre avant et après le projet et vous devrez le justifier en fournissant les pièces justificatives probantes parmi celles-ci-dessous :

- un projet d'entreprise contenant les éléments financiers nécessaires à l'analyse des critères économiques et d'impact environnemental.
Exemples : Plan d'entreprise dans le cas d'une installation, copie du dossier fourni à la banque pour solliciter un prêt bancaire,...
- un diagnostic de durabilité correspondant relatif à la caractérisation d'une démarche agroécologique, tels que IDEA, DIALECTE, indicateurs du RAD-CIVAM...
ou un diagnostic du projet indiquant l'impact du projet sur un ou plusieurs items décrits ci-dessus tels que les diagnostics Diaterre, Dixel, Dixel simplifié,...
- des données issues de référentiels existants (études, publications, référentiels...) transposées à l'exploitation de façon à ce que les éléments de ces référentiels soient adaptés au cas précis de la demande.
- toutes autres pièces probantes, à l'appui des pièces ci-dessus.

Nom du poste d'investissement	Code à utiliser
Gestion des effluents (fumière, fosse, équipement associé etc)	BAT_GEF_
Couvertures de fosses, pendillard, enfouisseur etc	GES_
Diagnostic DEXEL	IMM_DEXEL_
Frais généraux (frais d'ingénieurs et de consultation, d'études de faisabilité, de diagnostics, hors DEXEL...)	IMM_FG
Investissements immatériels (acquisition ou développement de logiciels informatiques, acquisition de brevets et de licences)	IMM_

Je soussigné (nom et prénom du représentant légal) : _____

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides aux investissements dans les bâtiments d'élevage – Volet gestion des effluents d'élevage

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant le dépôt du dossier complet auprès du guichet unique (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...),
- respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et ne pas avoir atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale) ou, qu'en cas d'exploitation sociétaire ou de projet porté par un groupement d'agriculteurs, au moins l'un des associés exploitants respecte cette condition d'âge ;
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au guichet unique, les points de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information)
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé,
- être à jour de mes cotisations sociales,
- ne pas avoir reçu d'aides au titre du Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations de la programmation 2015-2020 pour des investissements, dont celui-ci, dont le montant total éligible excède les plafonds fixés,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du Code rural,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidatures et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera considérée comme rejetée en l'absence de réponse au-delà du délai de 6 mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet dans le cas où le financement de l'opération implique des crédits de l'Etat,
- avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet.
- ne pas être une entreprise en difficulté au sens des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers, et en particulier ne pas faire l'objet d'une procédure d'insolvabilité collective ou personnelle

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date de dépôt du dossier complet au guichet unique (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...);
- informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement mon (notre) activité d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions et les équipements ayant bénéficié des aides ainsi que le cheptel correspondant pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention, à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide durant une période de cinq ans à compter de la date de de paiement final de l'aide;
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
- à permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix ans ;
- à assurer la publicité de la participation communautaire et de celle des autres financeurs selon les modalités ci-dessous :
 - le bénéficiaire d'une aide comprenant une part co-financée par le FEADER doit faire la publicité du soutien communautaire et des autres financeurs.

En particulier, il doit apposer, dans un endroit visible du public :

- **Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 50 000 €**

Une affiche (format A3 minimum : 42 X29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.

- **Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 €**

Une plaque explicative (support rigide) de taille minimale A3 (42 X29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.

Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 500 000 €, ces obligations doivent être respectées au plus tard à partir de la date de la décision d'attribution de l'aide et :

- pour les projets impliquant des investissements matériels : **au moins** jusqu'au paiement final de l'aide
- pour les projets n'impliquant pas d'investissements : jusqu'à la fin de l'opération.

• **Pour les projets bénéficiant de plus de 500 000 € d'aides publiques :**

Pendant la mise en œuvre de l'opération : un panneau temporaire de dimension importante (plus grand qu'un A3)

Au plus tard 3 mois après l'achèvement des travaux : un panneau permanent significativement plus grand qu'un A3.

Les affiches, plaques et panneaux comportent la description de l'opération, le montant de l'aide FEADER, les logos obligatoires c'est-à-dire **l'emblème de l'Union Européenne**, la mention « **Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales** » et le logo de l'autorité de gestion.

Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, de la plaque ou du panneau.

Lors de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire adresse systématiquement au service instructeur la preuve de la réalisation de la publicité faite pendant la mise en œuvre de l'opération :

- capture d'écran du site web s'il existe ;
- photographies de l'affiche, de la plaque explicative ou du panneau mis en place permettant de justifier de la publicité de l'aide FEADER selon les présentes dispositions.
-

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant deux ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Fait à _____

le ____ / ____ /20____

Nom, prénom du signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

Vos données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants. Ceci dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2033. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données). Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON cedex. Ou par voie électronique feader@bourgognefranchecomte.fr. Pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique (dpd@bourgognefranchecomte.fr).

9. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE LA DEMANDE

A. PIÈCES RELATIVES A L'ELIGIBILITE DE LA DEMANDE D'AIDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Pièces relatives au demandeur				
Exemplaire original du présent formulaire complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>		
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA) et précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS pour les demandeurs individuels	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ⁽¹⁾	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie d'une pièce d'identité	Toutes personnes physiques et au moins une personne vérifiant la condition d'âge pour les personnes morales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
ICPE : Preuve de dépôt en ligne	Si concerné par la réglementation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation ou autre preuve mentionnant que vous êtes à jour de vos cotisations au Haut Conseil de la coopération	Pour les CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait K-bis ⁽¹⁾	Pour les formes sociétaires et les CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts à jour	Pour les formes sociétaires, les CUMA et les autres personnes morales (dont fondations, associations, GIEE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des membres du bureau et du Conseil d'administration	Pour les fondations, les associations (dont GIEE sous forme associative)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration d'association en préfecture	Pour les fondations, les associations (dont GIEE sous forme associative)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral de reconnaissance en tant que GIEE)	Pour les GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives du projet d'investissement				
Pièces justificatives de l'impact du projet sur l'amélioration globale et la durabilité de l'exploitation (cf 4. Amélioration de la performance globale et durabilité)	Tous	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Expertises de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections (méthode Dexel) : <ul style="list-style-type: none"> • Avant projet ET • Après projet 	Tous	<input type="checkbox"/>		
Arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux	Selon les travaux	<input type="checkbox"/>		
Plan de situation et plan de masse des travaux (bâtiments et effluents)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Plan des aménagements intérieurs	Tous	<input type="checkbox"/>		
Plan avant travaux et après travaux	Pour les projets de rénovation	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation bancaire ou comptable vérifiant que l'investissement est compatible avec la viabilité de l'exploitation	Pour les projets avec emprunt et / ou lorsque le demandeur est astreint à la tenue d'une comptabilité avec comptable	<input type="checkbox"/>		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Pour les associations et les établissements d'enseignement agricole et de recherche Pour les établissements de développement agricole Pour les GIEE et les groupes de projet de la mesure 16 sous forme associative	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la CUMA	Pour les CUMA	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Si le demandeur n'est pas propriétaire des terrains et/ou	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
	bâtiments			
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées	Si de telles ressources financent le projet	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles				
Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté. Fournir au minimum : - 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 2 000 € HT - 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 2 000 € et 90 000 € HT - 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT OU - les pièces du marché en cas de procédure formalisée	Tous	<input type="checkbox"/>		
Formulaire de respect de la commande publique	Pour tout demandeur soumis aux règles de la commande publique	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

B. PIÈCES JUSTIFICATIVES SUPPLÉMENTAIRES SPÉCIFIQUES AUX CRITÈRES DE SÉLECTION

Certains critères de sélection peuvent être partiellement ou totalement justifiés par la présence au dossier des informations du formulaire et les pièces obligatoires (devis détaillés, ...). Les pièces ci-dessous doivent être jointes :

Critère de sélection concerné	Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet	Situation /Points
Tous critères	- Annexe 1	<input type="checkbox"/>			
Public : Jeune agriculteur avec les aides	- Attestation CJA (sauf pour JA en cours d'installation) - Notification de la DJA datant d'il y a moins de 4 ans le cas échéant	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 10
Public : Jeune agriculteur sans aides à l'installation et touchant la majoration 1er pilier de la PAC	- Notification de l'aide majorée du 1er pilier - Attestation d'inscription MSA	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 4
Public : exploitation avec repreneur qualifié	- Déclaration d'intention de cessation d'activité - Repreneur dans le parcours à l'installation	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 2
Actions collectives : Opérations collectives de CUMA, opérations relevant de la coopération (mesure 16 du PDR)	- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 16 du Programme de développement rural de Bourgogne - Attestation de la structure porteuse du groupe de projet justifiant que l'investissement s'inscrit dans le cadre du projet du groupe	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 8
Actions collectives : opération portée par un GIEE ou l'un de ses adhérents	- Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE) - Certificat d'adhésion au GIEE (si le GIEE ne porte pas le projet d'investissement) - Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 8 <input type="checkbox"/> 4
Environnement : existence d'un plan d'épandage	- Plan d'épandage	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 2
Critère de sélection concerné	- Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet	Situation /Points

Les dossiers de demande d'aide seront examinés dans le cadre des appels à candidatures. Ces dossiers seront ainsi classés selon les critères de sélection et de pondération suivants, répondant aux priorités régionales. Cochez les critères que vous pensez activer.

		Note	Critères activés
Bloc « public » 10 points maximum Critères non cumulables	Jeune agriculteur percevant les aides à l'installation (prêt bonifié ou DJA)	10	<input type="checkbox"/>
	Jeune agriculteur sans aides à l'installation et touchant la majoration 1 ^{er} pilier de la PAC	4	<input type="checkbox"/>
	Exploitation avec repreneur identifié	2	<input type="checkbox"/>
Bloc « actions collectives » 8 points maximum Critères non cumulables	Opérations collectives (<i>CUMA, opérations relevant de la mesure 16 du PDR (coopération)</i>)	8	<input type="checkbox"/>
	GIEE	8	<input type="checkbox"/>
	Opération portée par un adhérent à un GIEE	4	<input type="checkbox"/>
Bloc « nature du projet » 8 points maximum Critères non cumulables	Projet global : dossier déposé en concomitance sur le volet modernisation classique	8	<input type="checkbox"/>
	Construction d'un nouvel ouvrage de stockage hors projet global, couverture des ouvrages de stockage	6	<input type="checkbox"/>
	Rénovation	4	<input type="checkbox"/>
Bloc « enjeux filières » 8 points maximum	Bovins, ovins et caprins lait	8	<input type="checkbox"/>
	Bovins viande	8	<input type="checkbox"/>
	Autre	6	<input type="checkbox"/>
Bloc « qualité » 8 points maximum	Projet en AB ou conversion AB	4	<input type="checkbox"/>
	Projets sous SIQO hors AB	2	<input type="checkbox"/>
	Réalisation d'un audit technico-économique d'exploitation	4	<input type="checkbox"/>
Bloc « environnement » 10 points maximum	Siège de l'exploitation située sur une aire d'alimentation de captage prioritaire	4	<input type="checkbox"/>
	Dossier déposé de manière concomitante avec un dossier sur le volet performance énergétique	4	<input type="checkbox"/>
	Existence d'un plan d'épandage	2	<input type="checkbox"/>

Note totale :

Les dossiers avec une note inférieure à 10 ne pourront pas être financés.

AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE POUR LES CUMA

Vous devez renseigner au moins un des critères ci-après en décrivant son évolution avec la mise en œuvre de votre projet, ou en renseignant les indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix, avant-projet et après-projet.

Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INELIGIBLE.

A. CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
1. la diminution de la consommation en eau	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
2. la diminution des apports de fertilisants chimiques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
3. la diminution des produits phytosanitaires	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
4. la diminution des gaz à effet de serre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
5. la diminution de la consommation d'énergie	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
6. un autre critère environnemental (à préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

B. CRITÈRES ÉCONOMIQUES

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.
7. la baisse des coûts de production	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
8. la diversification de la production	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
9. l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
10. l'amélioration des performances zootechniques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
11. l'amélioration des conditions sanitaires de l'élevage	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
12. un autre critère économique (à préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

C. CRITÈRES SOCIAUX

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors présentation des éléments justifiant l'impact :		
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Nature du justificatif : références, diagnostic, étude, plan d'entreprise, etc.	
13.	l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
14.	la création d'emploi	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
15.	l'augmentation du nombre d'adhérents	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
16.	autre cas de figure (à préciser) _____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		